

# Le nécessaire découplage

**Précaution oratoire : quand on écrit un article contre le libre-échange, on se voit généralement reprocher :**

- d'être un partisan de l'autarcie
- de se lancer dans un faux débat, alors que le vrai débat est celui de la transformation des rapports sociaux, des alliances de classes, etc.
- de vouloir couler ce pauvre Tiers-Monde, bien content de nous exporter quelques petites choses,
- etc.

**Je précise donc que si j'écris sur ce sujet, c'est qu'on me l'a demandé, que j'ai déjà fait connaître mes analyses de fond de la crise et de l'issue qui me semble souhaitable (voir par exemple « La Crise », éditions Syros, en collaboration avec Clerc et Satre-Buisson), que la question des relations extérieures n'est pour moi qu'un sous-produit des choix de sociétés, etc. Je précise en outre que la modération des propos qui suivent reflète ma pensée, que je ne suis pas « en fait » un tenant de l'autarcie, etc. Je demeure persuadé que les fanatiques de l'anti-protectionnisme n'en croiront pas un mot. Tant pis.**

**L'** « ANCIENNE » division internationale du travail, dans laquelle le Nord exportait des biens manufacturés, et le Sud des produits primaires et de la main-d'œuvre, correspondait à un mode de développement des capitalismes centraux aujourd'hui dépassé, caractérisé notamment par une forte tendance à la surproduction.

## **La crise actuelle comme crise du fordisme**

Après la Seconde Guerre mondiale, cette tendance a été amoindrie, au point de disparaître presque complètement, grâce au couplage institutionnalisé entre la hausse permanente de la productivité (par la parcellisation du travail et

la mécanisation) et la croissance continue du pouvoir d'achat des salariés (grâce aux conventions collectives et à « l'Etat providence »).

On appelle « fordisme » le régime d'accumulation et le mode de régulation qui reposent sur cette croissance parallèle de la productivité et des salaires réels ?

La crise des années soixante-dix peut s'analyser comme **crise de la régulation fordiste**. Elle trouve son origine dans l'organisation du travail lui-même, du fait du ralentissement des gains de productivité, qui rend incompatibles entre eux les coûts croissants de la mécanisation, la progression du pouvoir d'achat des salariés et le maintien du taux de profit. Crise de **mise en valeur**, et non de débouchés, elle n'a donc pas d'issue dans une simple relance de la consommation.

## La crise au Centre et le fordisme périphérique

Face à cette crise, les firmes capitalistes ont notamment réagi par la recherche de bassins d'emploi à bas salaires et faible syndicalisation, l'organisation fordienne du travail autorisant par ailleurs des délocalisations même très lointaines.

L'apparition de ce qu'on a appelé les « nouveaux pays industriels » résulte de la rencontre entre cette tendance du capital d'une part, et le projet autonome de la part des classes dominantes de certains pays dominés, de valoriser leurs réserves de main-d'œuvre en accueillant des activités d'assemblage déqualifiées ?

Cette « nouvelle industrialisation » a pris deux formes :

— La première, qui se retrouve dans la « bande des quatre » pays d'Asie au cours des années soixante, et aujourd'hui dans la « seconde vague » des NPI (Philippines, Maroc, etc.) peut être qualifiée de « taylorisation sanguinaire ».

● « **Taylorisation** » : parce qu'il s'agit surtout d'industries de main-d'œuvre (habillement, électronique), mobilisant à leur profit l'exploitation millénaire des femmes, rompues au type de discipline nécessaire.

● « **Sanguinaire** » : parce que leurs avantages compétitivité repose sur une surexploitation, elle-même fondée sur la force.

Ce modèle d'industrialisation est socialement très fragile. En outre, il comprime la demande mondiale en déplaçant seulement le lieu où se trouvent les travailleurs. Il se heurte donc à des réactions protectionnistes de « vieux pays » cherchant à sauver leurs emplois.

— La forme plus achevée de la nouvelle industrialisation, adoptée dans les années soixante-dix par le Mexique, le Brésil, l'Espagne, la Corée, etc. est plus intéressante. On peut l'appeler « fordisme périphérique ». C'est un vrai « fordisme », avec des industries mécanisées, produisant aussi pour le marché intérieur né de l'industrialisation (ouvriers, nouvelles couches moyennes salariales). Mais « périphérique » parce qu'il n'est rentable que moyennant une part de ré-exportation vers les pays centraux (et même vers le reste du Sud), et parce que les segments qualifiés de branches industrielles restent dans les pays du centre (engineering, machines-outils, ordinateurs).

Dans les années soixante-dix, le fordisme périphérique a offert un « ballon d'oxygène » au fordisme central en crise. La croissance ralentie mais non nulle au centre offrait des débouchés pour des produits manufacturés du Sud. La croissance très rapide des NPI offrait des débouchés pour les industries

d'équipement du Nord. Ce « cercle vertueux » des années soixante-dix a créé un solde net d'emplois et de richesses positif aussi bien au Nord que dans les pays du fordisme périphérique. Mais il reposait sur un « miracle », tenant à la conjugaison de trois facteurs :

● la productivité ralentissant au centre et s'accéléralant dans les NPI, ces pays devenaient compétitifs ;

● bien qu'en crise, les pays de l'OCDE suivaient encore une politique keynésienne, voire social-démocrate (Carter, Callaghan, Schmidt, Giscard jusqu'en 1978). Le centre expérimentait une croissance ralentie, non une récession ;

● les capitaux libres étaient abondants et peu chers, à cause des excédents de l'OPEP.

Au tournant des années quatre-vingt, le fordisme périphérique entre dans une double crise, du fait de l'accès à l'hégémonie du monétarisme au centre (Thatcher, Reagan), qui a créé une récession mondiale. Le fordisme périphérique, fondé sur l'anticipation d'une croissance future, se trouve étranglé.

En même temps, dans les NPI se multipliaient les facteurs de crise entre le « besoin de dictature » impliqué par une exploitation compétitive de la main-d'œuvre, et le « besoin de démocratie » (et de syndicalisme libre) né du développement de couches nouvelles. D'où les explosions politiques et sociales au Brésil, au Portugal, en Iran, en Pologne, en Corée, etc.

## Monétarisme et keynésianisme

De cette expérience résulte le constat que, si une politique keynésienne généralisée ne permet pas au capitalisme de sortir du type de crise actuelle, elle a au moins permis, dans les années soixante-dix, d'en modérer les effets et d'ouvrir un espace pour des changements structurels. En revanche, les politiques monétaristes ou libérales contractent le marché et la production mondiale, dissuadant l'investissement et enfonce le monde dans la crise.

Un « **keynésianisme modéré** » est donc préférable s'il est conçu non comme une solution en soi, mais comme le moyen d'**obtenir un délai pour définir un nouveau modèle de développement** : nouvelles formes d'organisation du travail, redistribution des revenus, nouveaux modes de consommation, nouveau partage du temps.

C'est à chaque pays de choisir son mode de développement, même si l'expérience montre que le modèle fordiste, et encore plus le fordisme périphérique, est socialement aliéant et économiquement fragile à moyen terme. Ce n'est pas à quelques pays dominants de dicter aux autres des politiques restrictives.

Un « keynésianisme modéré » dans les rapports entre le centre et la périphérie (en particulier les NPI) passe par une annulation des dettes (ou un moratoire perpétuel) voire un « plan Marshall pour le Tiers-Monde ».

Aucun « keynésianisme modéré », aucune politique de restructuration et de progrès social ne sont possibles dans un monde de libre-échange dominé par des gouvernements monétaristes ou récessionnistes. Les pays choisissant le couple « keynésianisme modéré + réformes sociales et structurelles » doivent donc, en l'absence d'une mythique convergence des politiques mondiales dans un sens progressiste, **opérer un découplage** d'avec le marché mondial. Cela passe par un recentrage de chaque pays, et l'établissement de rapports commerciaux contrôlés, privilégiant les pays dont le dynamisme du marché intérieur est le plus fort, et les pays en voie de développement rompant avec la « taylorisation sanguinaire ». En somme, un « club » des pays progressistes et expansionnistes, mettant en œuvre de concert un programme de « codéveloppement ».

A l'inverse, l'ajustement des déséquilibres commerciaux par des politiques déflationnistes est la **pire forme de protectionnisme**, car ces politiques aggravent la récession mondiale en la faisant payer aux travailleurs du monde entier.

## Le cas de la France

**L**ES différentes forces socio-politiques qui avaient appuyé le « changement » du 10 mai 1981 avaient certes des projets différents en matière de modèle de développement, de ceux qui (au PS et au PC) croyaient rétablir le plein emploi en relançant le modèle fordiste de croissance, à ceux qui, à la CFDT, chez les écologistes, etc., visaient un partage du travail et la transformation des rapports sociaux. Tous ces projets se sont révélés incompatibles avec le libre-échange, dans le cadre d'un monde dominé par les monétaristes : ce qui constitue un défi incontournable à la démocratie.

Le plan initial du PS fut appliqué pendant un an. Au prix d'un grave endettement, il a amélioré le niveau de vie des plus pauvres et enravé la croissance du chômage, alors que les autres pays s'enfonçaient dans la récession. Mais la croissance vertigineuse du déficit commercial a contraint la France à se « normaliser » ou à « découpler ». Le plan Delors sanctionne le choix de la normalisation : abandon des réformes sociales, acceptation de la relance du chômage, etc.

Il faut souligner que le choix du partage rapide du travail avec remise en

« L'effort humain n'a pas de savoir-vivre (...). L'effort humain a l'âge des casernes, l'âge des églises et des prisons (...), il se nourrit de mauvais rêves (...) et il se forge sans cesse la chaîne (...) passée autour du cou ».

J. Prévert, *Paroles*



C. Tutin

cause des rapports de production aurait abouti au même résultat : sauf à diminuer dramatiquement le salaire mensuel, la réduction de la durée du travail (par exemple à 30 heures) s'accompagne d'une baisse de la compétitivité, et la révolte des OS de l'automobile contre le despotisme d'entreprise a également ruiné cette compétitivité.

**Le découplage**, c'est d'abord le choix d'un taux de change compétitif. L'inflation est, pour des raisons structurelles, plus forte en France qu'en Allemagne, et, sauf « radicalisation » (attaque massive contre les classes moyennes), le restera. La dévaluation permet en principe de compenser ce désavantage, mais le SME confère à l'Allemagne un droit

de regard sur le taux de change : elle n'a jamais intérêt à renoncer à une surévaluation du franc qui sert à merveille ses intérêts industriels.

Mais la dévaluation est inefficace tant que la structure de la demande française reste largement orientée vers la production étrangère. La « reconquête du marché intérieur » prend du temps, car une grande partie de la production française est « complémentaire » (et non « substituable ») à celle de nos partenaires. Il faut donc aussi prévoir des mesures de protection plus directes que « l'effet-change ». Certaines sont autorisées par le Marché commun (clauses de sauvegarde), d'autres, quoique violant l'esprit du GATT, sont également pratiquées... à l'égard du Japon et du Tiers-Monde (quota d'importation : cf. l'Accord Multi-Fibre). Enfin, il y a tout l'attirail, universellement pratiqué, du « protectionnisme mesquin » : normes invraisemblables, retards à l'homologation, etc. Et au-dessus de tout, le « protectionnisme culturel », l'habitude des clients de consommer la production de leur propre pays (très efficace au Japon).

Que l'on veuille aller vers une relance keynésienne ou vers un mode de développement convivial ou autocentré, seule la mise en œuvre de tout l'attirail « légal » et « mesquin » permet de s'affranchir de la dictature des normes dominantes. Mais il va de soi que seul le « protectionnisme culturel », doublé d'un autocentrage productif, constitue une solution valable à terme : il exprime la volonté (appuyée sur la capacité) d'un Etat-nation de choisir ses rapports de production dominants. Ce qui signifie qu'une alliance de classes et de groupes sociaux y est devenue à ce point hégémonique qu'elle est capable de proposer son mode de vie comme un idéal, ou du moins comme une norme.

Nous revenons à notre point de départ : le protectionnisme n'est que l'expression de choix politiques et socio-politiques intérieurs. Le libre-échange aussi d'ailleurs. La différence, c'est que le libre-échange exprime le choix implicite du modèle extérieur dominant. **Le protectionnisme exige le choix explicite d'un modèle original.** Il place « l'invention démocratique » au pied du mur. Les choix politiques et sociaux ne peuvent plus se masquer derrière d'impersonnelles « contraintes extérieures ». C'est sans doute la raison de sa « satanisation ».

**Alain LIPIETZ**

*Ce texte reprend, en les résumant, les éléments de deux textes antérieurs : Douze thèses sur les changements dans la DIT et leurs conséquences pour la politique économique, Colloque d'Athènes, juin 1983 ; et « Pour le découplage », in Tribune Internationale.*